Art. 2 - La compétence territoriale des deux cours est fixée comme suit :

- cour d'appel de Kairouan compétente pour connaître des appels des jugements rendus par le tribunal de première instance de Kairouan.

- cour d'appel de Béja compétente pour connaître des appels de jugements rendus par les tribunaux de première instance de Béja et Jendouba.

Art. 3 - Un arrêté du ministre de la justice, des droits de l'Homme et de la justice transitionnelle fixe la date d'ouverture des deux cours instituées en vertu du premier article du présent décret.

Art. 4 - Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 5 - Le ministre de la justice, des droits de l'Homme et de la justice transitionnelle et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 3 octobre 2014.

Le Chef du Gouvernement

Mehdi Jomaa

Décret n° 2014-3609 du 3 octobre 2014, portant modification du décret n° 2012-246 du 5 mai 2012 fixant le statut particulier des greffes des juridictions de l'ordre judiciaire.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de la justice, des droits de l'Homme et de la justice transitionnelle,

Vu la constitution de la République Tunisienne et notamment l'article 148,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2014-4 du 5 février 2014,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et les survivants dans le secteur public, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée, notamment le décret-loi n° 2011-48 du 4 juin 2011, modifiant les lois régissant les pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public, le régime de retraite des membres du gouvernement et le régime de retraite des gouverneurs,

Vu le décret n° 85-1216 du 5 octobre 1985, fixant les conditions d'intégration du personnel ouvrier dans les cadres des fonctionnaires,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, tel que modifié et complété par le décret n° 2007-268 du 12 février 2007,

Vu le décret n° 98-834 du 13 avril 1998, fixant le statut particulier au corps administratif commun des administrations publiques, tel que modifié et complété par le décret n° 2008-559 du 4 mars 2008 et le décret n° 2012-2362 du 10 octobre 2012,

Vu le décret n° 98-2509 du 18 décembre 1998, fixant le statut particulier au corps des ouvriers de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, tel que modifié et complété par le décret n° 2003-2338 du 11 novembre 2003,

Vu le décret n° 2010-3152 du 1^{er} décembre 2010, portant organisation du ministère de la justice et des droits de l'Homme,

Vu le décret n° 2012-246 du 5 mai 2012, fixant le statut particulier des greffes des juridictions de l'ordre judiciaire,

Vu l'avis du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Les dispositions de l'article 39 du décret susvisé n° 2012-246 du 5 mai 2012 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 39 (nouveau) - Premièrement : Les agents exerçant les fonctions attribuées au corps des greffes des juridictions de l'ordre judiciaire sont intégrés à leur demande et dans un délai de six (6) mois au plus tard à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret conformément aux indications du tableau suivant :

Grade actuel	Grade d'intégration
Administrateur général	Administrateur général de greffe de juridiction
Administrateur en chef	Administrateur en chef de greffe de juridiction
Administrateur conseiller	Administrateur conseiller de greffe de juridiction
Administrateur	Administrateur de greffe de juridiction
Attaché d'administration	Greffier principal de juridiction
Secrétaire d'administration ou secrétaire dactylographe	Greffier de juridiction
Commis d'administration ou dactylographe	Greffier adjoint de juridiction
Dactylographe adjoint ou agent d'accueil	Huissier de juridiction

Deuxièmement : Les ouvriers exerçant les fonctions attribuées au corps des greffes des juridictions de l'ordre judiciaire sont intégrés à leur demande et dans un délai de six (6) mois au plus tard à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret dans l'un des grades du corps des greffes des juridictions de l'ordre judiciaire conformément aux conditions fixées par le décret n° 85-1216 du 5 octobre 1985 fixant les conditions d'intégration du personnel ouvrier dans les cadres des fonctionnaires.

Une commission dont la composition sera fixée par arrêté du ministre de la justice, des droits de l'Homme et de la justice transitionnelle statue sur les demandes d'intégration.

Art. 2 - Le ministre de la justice, des droits de l'Homme et de la justice transitionnelle et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 3 octobre 2014.

Le Chef du Gouvernement

Mehdi Jomaa

Décret n° 2014-3610 du 3 octobre 2014, portant institution d'une indemnité spécifique au profit du corps des greffes des juridictions de l'ordre judiciaire.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de la justice, des droits de l'Homme et de la justice transitionnelle,

Vu la constitution de la République Tunisienne et notamment l'article 148,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2014-4 du 5 février 2014,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public, telle que modifiée et complétée par la loi n° 88-71 du 27 juin 1988,

Vu le décret n° 85-980 du 11 août 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, soumis à retenu pour la retraite, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété,